



Le 20 novembre 2015



## Manuel Valls appelle à déployer "des moyens considérables" pour contrôler les frontières de l'Union européenne

Par [Thibaut Chevillard](#)



[Le Premier ministre, jeudi 19 novembre 2015.](#)

[Capture d'écran France 2](#) Manuel Valls estime nécessaire de déployer "des moyens considérables" pour protéger et contrôler les frontières de l'Union européenne". "Nous le disons depuis des semaines, des mois, des années", explique le Premier ministre, jeudi 19 novembre 2015, qui était l'invité du journal télévisé de France 2. "Si l'Europe n'assume pas ses responsabilités, alors c'est tout le système Schengen qui sera remis en cause", assure-t-il. Mais, dit-il, "quand Schengen n'existait pas, nous avons été touchés par les attentats". "On peut toujours passer les frontières, il n'y a pas de frontière hermétique", reconnaît-il. "On doit en revanche tout faire pour protéger encore plus les Français", poursuit le Premier ministre, soulignant qu'il faut aussi renforcer "la coopération entre les pays au niveau du renseignement".

"À ce stade nous ne [...] savons pas" quand ni comment Abdelhamid Abaaoud, l'instigateur présumé des attentats du vendredi 13 novembre 2015, est rentré sur le territoire Français. "Il faut que l'enquête progresse pour comprendre en effet pourquoi cet homme qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la Belgique a traversé toute une série de frontières" sans se faire interpellé, explique le Premier ministre, jeudi 19 novembre 2015, sur France 2.

### "LA MENACE VA ÊTRE LONGUE ET PERMANENTE"

Selon le Premier ministre, "certains" terroristes "ont profité de la crise des réfugiés" pour rentrer sur le territoire Français. Mais il note également que "d'autres étaient déjà en Belgique, d'autres étaient en France". Manuel Valls refuse de parler de "faille" des services de renseignement. "Ces terroristes se dissimulent, passent sous les radars, ne communiquent pas avec le type de téléphone que nous avons", ajoute-t-il, soulignant leur bonne "organisation".

"Nous ne savons pas, au moment où se mène encore l'enquête, s'il y a des groupes, des individus directement liés à l'attaque de vendredi soir sur Paris, sur Saint-Denis" encore en activité. "On peut l'imaginer. Et c'est pour cela que la menace est toujours présente", souligne Manuel Valls, précisant que "la menace va être longue et permanente". Selon lui, "on peut parfaitement imaginer que cette cellule s'apprêtait à commettre de nouveaux attentats de masse en France". Il affirme que "la traque se poursuit" pour arrêter les terroristes en fuite et leurs complices. "La mobilisation est totale et absolue."

## **600 PERQUISITIONS MENÉES DEPUIS LES ATTENTATS**

Le Premier ministre rappelle que l'état d'urgence "permet de multiplier les perquisitions" et "d'assigner à résidences" des individus suspects. Depuis vendredi dernier, "157 personnes ont été assignées à résidence" et "600 perquisitions" ont été réalisées "avec des résultats", détaille Manuel Valls. La loi sur l'État d'urgence, a été votée jeudi 19 novembre 2015 par l'Assemblée nationale ([lire sur AEF](#)). "Le Sénat, je n'en doute pas un seul instant, votera aussi la loi", ajoute-t-il, avant d'indiquer que cette loi "pourra être promulguée avant la fin de la semaine".

"Nous savons que Daesh a utilisé des armes bactériologiques, chimiques, du gaz moutard en Syrie", explique Manuel Valls qui avait évoqué ce sujet devant les députés un peu plus tôt dans la journée. Selon lui, le risque d'attentat chimique sur le sol français est "extrêmement limité". Il affirme en tout cas qu'il n'y a "pas d'indice" qui le laisse penser. Mais l'organisation terroriste "peut utiliser toute forme d'armes, parce qu'elle en a aujourd'hui les capacités". "La France, dit-il, se prépare à ce type d'accident", "grâce à des exercices permanents." Le ministère de la Santé a publié, le 14 novembre 2015, un [arrêté](#) autorisant l'utilisation d'un antidote aux "neurotoxiques organophosphorés" au regard du "risque d'attentats terroristes".

## **le bureau national**